

NOTE
A MONSIEUR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

S/C DE MONSIEUR LE SECRETAIRE GENERAL

OBJET : Questions d'actualité 11 janvier – volet sécurité

1. Le contraste est frappant entre les jugements portés sur la sécurité et sur l'emploi :

- 64% des Français jugent que le gouvernement « *met tout en œuvre pour lutter contre le terrorisme* » (71% à gauche, 56% à droite) ; mais seuls **22% pensent que « le gouvernement met tout en œuvre pour lutter contre le chômage »**. Même les sympathisants de gauche ne sont pas convaincus : 31% (et 15% à droite).
- **cette préoccupation revient avec force dans les commentaires sur l'actualité** en ce début d'année - beaucoup de citations sur « *le chômage qui est en augmentation permanente* » - à quoi s'ajoute **un soupçon que nous cherchions à utiliser l'urgence sécuritaire de ces derniers temps pour masquer notre manque de volonté sur le front économique** : « *Depuis l'année 2015 on cache la crise par les attentats* ». « *Les commémorations des attentats c'était un peu trop, je pense qu'il y a d'autres problèmes en France, notamment le chômage qui continue d'augmenter* ».
- **les annonces du Président de la République lors de ses vœux ont été assez peu relevées** : 51% disent en avoir entendu parler, dont 17% savent précisément de quoi il s'agit ; soit là encore une audience bien moindre que les annonces sur la sécurité.

2. Pour autant, lorsqu'on leur présente certaines options, la plupart rencontrent un succès de principe.

- **l'apprentissage** réveille toujours des évocations très positives : 81% jugeraient efficace « *le développement de l'apprentissage pour les 16-25 ans* » dont 42% « *tout à fait efficace* ». Cette mesure est autant plébiscitée à gauche (82%) qu'à droite (80%).
- 66% jugeraient efficace « *la mise en place de 500 000 formations dans les métiers d'avenir pour les chômeurs* », dont 77% à gauche, et 60% à droite.
- 63% jugeraient la « **simplification du code du travail** » efficace, y compris 60% dans l'ensemble de la gauche (68% à droite), et en particulier 71% au PS. Ce résultat confirme des mesures précédentes : auprès des sympathisants de gauche, **revoir le code du travail n'est pas un sujet tabou, à condition cependant de ne pas trop affaiblir les protections**. Ainsi :
 - 40% seulement approuveraient que l'on « **facilite les règles de licenciement** pour les entreprises en cas de baisse de leur activité » - l'expression « *faciliter les licenciements* » reste un repoussoir pour beaucoup. Dont 31% à gauche ; mais 37% au PS (non-négligeable).
 - 48% seraient pour « **supprimer la durée légale du temps de travail** et laisser aux entreprises la responsabilité de définir au cas par cas la durée hebdomadaire selon les secteurs d'activité ou les métiers », dont 34% seulement à gauche (40% au PS).

- en revanche 61% disent approuver le « **remplacement du CDI et du CDD par un contrat de travail unique à durée indéterminée dont le niveau de protection augmente avec l'ancienneté du salarié** », y compris 60% à gauche et 68% au PS – confirmant les mesures précédentes faites sur ce sujet.
- enfin 60% sont favorables (dont 34% « tout à fait ») à « **raccourcir le délai de deux ans pour contester un licenciement ou le montant de ses indemnités de départ** », dont 53% à gauche et 56% au PS.
- 58% se disent favorables au « **plafonnement des indemnités de licenciement ou de départ imposés par les prudhommes dans les situations où il n'y a pas de cause de départ réelle et sérieuse** » dont 52% à gauche et 62% au PS – corroborant un score stable par rapport à juin dernier.
- 59% jugeraient enfin qu'une « **aide de 1000 ou 2000 euros pour toute nouvelle embauche réalisée par une petite entreprise en 2016** » serait efficace, dont 67% à gauche (50% à droite).

Ce chiffre peut sembler faible pour une proposition directement favorable à l'emploi qui n'enlève rien aux salariés. On peut y voir une certaine **réticence à une mesure comprise comme une « subvention monétaire » de la part de l'Etat**, décalque des allocations sociales vite cataloguées comme « d'assistanat » : pour l'opinion, **ce n'est pas la même chose de « distribuer de l'argent » (qui plus est sans imposer de conditions) et de « ne pas en prendre » (à travers des baisses de charges ou d'impôts).**

Pour preuve, 78% approuvent l'idée de « **baissier les cotisations sociales pour les entreprises** » pour qu'elles consacrent davantage de moyens à la formation (même si l'objet de la question n'est pas le même, l'écart est tel qu'il ne peut s'expliquer seulement pas cela).

- On trouve le **même type de réactions concernant les contrats aidés** : seuls 47% des Français en ont une « *bonne opinion* », dont 56% seulement des sympathisants de gauche. Les sympathisants FN qui sont les plus défavorables à ces contrats (41% d'approbation).

Ce n'est pas une question de méconnaissance de ces contrats, car les Français savent très bien ce que c'est : les jugements ne bougent pas lorsqu'on leur explique précisément ce que sont ces contrats. Mais leur coût et leur caractère perçu comme « artificiel » semblent gêner. Ainsi 62% jugent que « **c'est un dispositif coûteux qui ne va pas permettre de faire baisser durablement le chômage** » contre 37% qui estiment que « *c'est un dispositif efficace pour permettre l'insertion des chômeurs sur le marché du travail* ». La gauche n'est pas beaucoup plus à l'aise : 55% jugent ces dispositifs trop coûteux et inefficaces dans la durée.

Lorsqu'on leur demande d'arbitrer entre les contrats aidés et l'aide de 1000 à 2000 euros pour toute nouvelle embauche réalisée par une petite entreprise, si une grande partie des Français ne se prononcent pas, ceux qui le font préfèrent l'aide directe aux entreprises (27%, contre 16% qui préfèrent les contrats aidés). **La préférence pour une aide aux petites entreprises est encore plus marquée à gauche** (32%, contre 18% pour les contrats aidés).

3. Parmi les autres mesures dans le débat public, beaucoup recueillent une adhésion large dès lors qu'elles peuvent donner le sentiment d'être efficaces - signe du ralliement de la gauche, comme des Français, à toutes les solutions susceptibles de mettre enfin un terme au fléau du chômage. Ainsi :

- 85% seraient favorables à « **autoriser les entreprises à mettre à la retraite les salariés qui disposent de leurs pleins droits à la condition d'engager des jeunes à cette occasion** » (91% à gauche).
- 69% à « **permettre aux entreprises d'organiser des référendums auprès de leurs salariés pour décider à la majorité absolue de la durée du temps de travail** », dont 63% à gauche et 70% au PS.

A comparer avec les opinions majoritairement défavorables à la « *suppression de la durée légale du temps de travail pour laisser aux entreprises la responsabilité de définir* » cette durée : **le blocage n'est**

pas sur le fait de faire évoluer le temps de travail, mais sur les garanties et protections dans cette évolution, qui ne peut être laissée à la décision unilatérale des employeurs sans que les premiers concernés n'y soient étroitement associés.

- 67% approuvent l'idée de « **créer un système de chômage partiel** : baisse du temps de travail et du salaire en contrepartie du maintien dans l'emploi, l'Etat complétant la perte de revenu en indemnisant les salariés à hauteur de 95% de leur rémunération initiale », dont 76% à gauche et 83% au PS.
- 57% approuveraient « **la privatisation de Pôle emploi** pour confier l'accompagnement des personnes en recherche d'emploi à des entreprises privées », dont 47% à gauche, et 54% au PS (et 71% à droite).

Il faut voir dans ce résultat, plus que la volonté de « privatiser » réellement Pôle emploi (l'idée de faire des profits sur les chômeurs passerait sans doute mal), **la marque de l'ampleur du ras-le-bol contre les dysfonctionnement récurrent du système actuel** : les plaintes vivaces contre un Pôle emploi qui « marche sur la tête » ou « ne sert à rien » sont une constante des courriers et commentaires, incitant à vouloir le confier « au privé » qui serait plus efficace et responsable que l'administration...

La situation de Pôle emploi engendre un tel sentiment de gâchis et d'énervement permanent qu'elle pourrait appeler une réponse de notre part dans la perspective de 2017.

Enfin, parmi les **propositions nettement rejetées** :

- « **rendre obligatoire l'adhésion à un syndicat** » n'emporte l'adhésion que de 31% des Français. L'idée est même minoritaire à gauche : 45% (et 24% à droite).

Le rejet de cette mesure s'explique sans doute par l'image dégradée des syndicats dans l'opinion (inutiles, voire entravant les réformes utiles). Par ailleurs, cette mesure apparaît comme une pure contrainte, le libellé ne contenant pas explicitement l'objectif poursuivi (par exemple « faciliter le dialogue en entreprise », objectif jugé souhaitable par les français).

- « **instaurer une "TVA sociale" en basculant progressivement une part des cotisations sociales des entreprises sur la consommation des ménages** » ne recueille que 24% d'approbation. Même à droite l'idée est très minoritaire (28%). Tout ce qui ressemble à une augmentation nette de la fiscalité - qui plus celle des ménages - reste fortement rejeté.

4. Reste que **notre défi n'est pas seulement de vendre les mesures envisagées, mais de convaincre une opinion très sceptique de notre volonté et de notre capacité à les mettre en œuvre** : ainsi seuls 37% des Français ont « confiance dans François Hollande et son Gouvernement pour mettre en place » de nouvelles mesures pour l'emploi ; dont **à peine plus de la moitié de la gauche** : 54% (et 24% à droite).

Dans ce contexte, **les annonces du 18 devraient être attendues par l'opinion**, attentes que les nombreuses idées circulant dans le débat depuis ce week-end pourraient renforcer - et, par contraste, faire passer des mesures qui ne provoqueraient pas de débats pour trop peu ambitieuses, ou conforter l'idée que « préparer 2017 » ne permet plus de réformer.

Adrien ABECASSIS